

		MGB	Verbatim
EMPLOI			
ENERGIE	Programme	Politique européenne de l'énergie prenant en compte le social, l'environnement et le développement solidaire des pays membres	
		Pole public de l'énergie (électricité, gaz, pétrole, charbon, énergies renouvelables), fusion EDF-GDF : unification et renationalisation sous le contrôle d'une Haute Autorité pluraliste et citoyenne	
		Création d'une Agence européenne de l'énergie avec la tâche principale de coordonner les politiques nationales, en privilégiant le rôle fort de la France ; de plus, tâches de défense de l'environnement, modernisation et sécurisation des approvisionnement	
		Faire diminuer la demande d'énergie (Ok à ITER, espoir d'une énergie propre, EPR -European Pressurized Reactor-, nucléaire sécurisé et durable). L'ensemble de la politique énergétique (dont le nucléaire) devra être soumise à référendum.	
EAU		Service publique de l'eau	
ENVIRONNEMENT		Adoption d'une charte de l'environnement	
		Suppression du marché d'échange des droits d'émission de gaz à effet de serre (GES) Ceci met sur le marché le droit à polluer; politique de crédit – à dimension européenne- et fiscalité réduite/incitative au niveau européen pour les PME (colloque M.Cirera, responsable Europe, PCF)	
TRANSPORTS	Programme	Création d'une pole public du transport et développement des transports publics (priorité au ferroutage, sillons réservés, unification et développement du réseau européen, promotion de la voie d'eau)	
POLITIQUE INDUSTRIELLE	Programme	Politique européenne industrielle ; Les grands acteurs publics nationaux seront incités à contribuer à l'émergence de véritables réseaux européens d'entreprises publiques. De grands programmes de coproduction seront impulsés au plan national et recherchés au plan européen	
EUROPE SOCIALE	Programme, site	Politique européenne d'harmonisation sociale et fiscale ; agir contre l'actuel projet de directive européenne sur le temps de travail	
		Législations contre le « dumping social et fiscal » notamment lié à l'élargissement	
	Programme, p.35	Remise en cause de toutes les directives de libéralisation et de régression sociale	
		Délocalisations : remboursement des aides publiques perçues par les entreprises qui délocalisent et application d'une taxe pénalisante sur le réimportation des produits de ces entreprises	
		Remise en cause du Pacte de Stabilité ; le Pacte de Stabilité sera remplacé par un pacte de progrès social pour l'emploi et la croissance	
POLITIQUE DE RECHERCHE		Politique européenne de recherche	
AERONAUTIC - AIRBUS	06.03.2007 France 3, JT 19-20		Airbus : « on pourra aboutir à une société publique européenne [...] Je crois en l'excellence de

	<p>Brétagne</p> <p>09.03.2007 Déclaration commune Marie- George Buffet, Lothar Bisky, Gregor Gysi Oskar Lafontaine, Francis Wurtz, <i>Berlin,</i> <i>Bundestag</i></p>		<p>l'industrie européenne »</p> <p>Le plan Power 8, en cherchant par-dessus tout satisfaire aux exigences de rentabilité des actionnaires, est une menace pour Airbus, pour l'aéronautique européenne [...] Il faudra réorganiser [...] la gestion d'Airbus et d'EADS selon les critères : maîtrise publique, démocratie économique, engagement des instances européennes [...] une remontée en charge importante du poids du public doit être opérée [...] pour aller vers <u>une entité publique européenne</u> dont le but est le développement de l'emploi, la pérennité des différents sites, le développement de l'outil industriel, la recherche de solutions nouvelles en matière de développement. L'Europe doit s'engager vigoureusement en faveur d'Airbus. Ce projet européen de l'aéronautique connaissant un très grand succès doit pouvoir être financé par des prêts à très faible taux de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour favoriser l'emploi, la formation, la recherche-développement. Pour cela la BEI doit pouvoir compter sur la Banque centrale européenne [...] Dans l'immédiat la BCE doit s'impliquer en faveur de cette entreprise symbole pour un Europe de coopération, elle peut créer de la monnaie pour financier, sans dépendance des marchés financiers, ce type de grandes réalisations européennes. Une partie des intérêts des crédits nécessaires peuvent être prises en charge par des acteurs publics, en contrepartie d'engagements chiffrés d'emplois et de formations et de pouvoirs de contrôle par les salariés et les élus. Cette option ne correspond pas, en effet, aux règles actuelles ni du marché européen, ni de l'OMC : c'est la preuve que les deux doivent être transformés. [...] Nous soutenons à l'échelle européenne les luttes des salariés, de leurs syndicats. Nous soutenons la journée d'action européenne du 16 mars. [...] Nous sommes convaincus qu'une nouvelle fois, un</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

			projet européen néolibéral, POWER 8, peut être mis en échec.
REFORME DE LA BCE		BCE sous contrôle du Parlement, pour favoriser la création d'emplois	
REFORME DE LA PAC	9.02.2007 BOURGES	Prix minimums garantis pour toutes les productions, et subventions à l'exportation, différenciées selon la qualité de la production. Garantir la rémunération du travail partisan tout en maintenant la PAC ; possibilité d'élargissement du vote à la majorité qualifiée, tout en gardant une clause de sauvegarde (colloque avec M.CIRERA)	La France et l'Europe ont besoin d'une agriculture assurant notre souveraineté alimentaire, parce que nous avons besoin, pour cela, d'une agriculture familiale, nombreuse, partout sur le territoire, je m'engage à me battre pour garantir des prix rémunérateurs de leur travail, des prix qui permettent enfin aux paysans de bien vivre sur leur exploitation, notamment par la réforme de la politique agricole commune et la réduction des marges de la grande distribution ! »
		Statut particulier de l'agriculture à l'OMC, préférence communautaire.	
PESC		La France, avec ses partenaires européens, sera porteuse de paix véritable, de justice sociale et de démocratie. Elle s'attachera à transformer la politique européenne de défense et à promouvoir une conception nouvelle de la sécurité, comme une question humaine basée sur la solidarité. On bannira tout soutien au profit de régimes autoritaires et corrompus.	
		Confirmer le rôle de l'ONU qui SEULE offre un cadre pour la sécurité internationale, le désarmement et le règlement des conflits	
	Programme, site	Europe doit promouvoir un nouveau type de développement : principe de souveraineté alimentaire, annulation de la dette des pays du Sud, taxe sur les mouvements des capitaux	
DEFENSE COMMUNE	Programme	Dissolution de l'OTAN, refus de tout alignement sur les politiques des Etats-Unis	
	Programme, p.36	Réévaluation (remise en question) de la volonté de placer la défense de l'Europe sous l'égide de l'OTAN. La France agira pour la dissolution de l'OTAN, et pour de nouvelles coopérations européennes et internationales de sécurité et de défense	
		Elimination des armes nucléaires et ADM	
MOYEN-ORIENT	Programme, p.36-37	La France proposera une Conférence internationale pour la paix au Proche-Orient	

	Programme, p.19	La France et les Européens doivent obtenir la convocation d'une conférence internationale sous l'égide des Nations unies afin de définir un règlement d'ensemble, pour en finir avec l'occupation et la colonisation, pour l'édification d'un État palestinien indépendant à côté de l'État d'Israël, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale et la reconnaissance du droit au retour des réfugiés (dont l'application nécessitera une négociation).	
MEDITERRANEE			
TRAITE CONSTITUTIONNEL		Renégociation globale ; Nouveau Traité fondateur qui comprendra les valeurs, un cadre de vie commune, les Institutions et une Charte des droits fondamentaux renforcée ; la partie III est éliminée du Traité constitutionnel ; un nouveau volet social à côté de la concurrence libre et non faussé n'aura pas de sens (proposition de Ségolène Royale)- Colloque M.Cirera	
	Site	Retirer la signature de la France du projet de Traité constitutionnel	
CONSTRUCTION EUROPEENNE	Site	Présidence France de l'UE proposera la fin des traités actuels et leur remplacement par un nouveau traité populaire et démocratique voté par référendum dans chaque pays	
		Dresser un état des lieux sur tous actes législatifs européens (règlements, directives), des dispositions des Traités, de la jurisprudence de la CJCE et du Pacte de Stabilité	
Droit à l'IVG	23.01.2007 Meeting au Zénith	Droit à l'IVG dans les 27 Etats membres	« je me battrai dans les instances européennes pour que ce droit [all'IVG] soit respecté dans les 27 pays que composent l'Europe ». (proposition reprise ensuite).